



□ Angle rue de Charonne, boulevard Voltaire - 75011 Paris

Le 8 février 1962, métro Charonne : la police tue des manifestants anti-OAS



Paris, février 1962. S'accrochant désespérément à leur rêve d'une Algérie française, les fascistes de l'OAS. (Organisation Armée Secrète), multiplient les attentats en Algérie et en France. Cette stratégie de la terreur vise à mettre la pression sur le gouvernement français, qui se dit de plus en plus favorable à de nouvelles négociations avec le GPRA. Face à ce "péril brun", les milieux de gauche se mobilisent autour du Comité Audin (Comité d'intellectuels, luttant pour faire la lumière sur la disparition de Maurice Audin, militant du Parti Communiste Algérien), du PCF, de l'UNEF, et du PSU. Cependant, les forces de l'ordre ne sont pas aussi zélées dans leur lutte contre le terrorisme de l'OAS que dans la répression des sympathisants de la cause algérienne. Le 7 février 1962, dix attentats sont commis, à Paris, par l'OAS. Les cibles sont des universitaires, des élus du PCF, des officiers, des journalistes ainsi que le Ministre de la Culture, André Malraux. La bombe qui visait ce dernier blesse grièvement un enfant de quatre ans, Delphine Renard, qui perdra un œil et sera défigurée. Cette vague d'attentats pousse la gauche à organiser un rassemblement, le 8 février 1962, place de la Bastille à Paris. Or, suite à l'état d'urgence décrété le 21 avril 1961, un arrêté préfectoral interdit toute manifestation sur la voie publique. Le quadrillage de la manifestation est parfait. 2 845 CRS, gendarmes mobiles et policiers sont organisés en cinq divisions entourant le quartier de la Bastille, de la gare de Lyon aux métros Filles du Calvaire et

Saint Ambroise, et de la rue Saint Antoine au boulevard Voltaire. Côté manifestants, on souhaite un rassemblement pacifique. A l'heure du rassemblement, les manifestants se heurtent aux forces de l'ordre. Quelques affrontements se déclenchent boulevard Beaumarchais. La réponse policière est terrible. On matraque des manifestants, des passants, les hommes, les femmes et personnes âgées, jusque dans les cafés et les stations de métro. L'acharnement est tellement aveugle que même des policiers en civil seront blessés. Mais c'est boulevard Voltaire et rue de Charonne que la répression est la plus violente. Alors que les organisateurs donnent le signal de dispersion, les policiers chargent avec une telle brutalité et de façon si soudaine, qu'un mouvement de panique s'empare des manifestants, qui tentent de fuir vers la station de métro la plus proche. Les premières cibles des forces de l'ordre sont des élus communistes. Les manifestants, portés par la foule, trébuchent dans les escaliers du métro et s'écrasent les uns sur les autres. Au lieu d'aider les gens qui suffoquent, les policiers les frappent, les insultent, et n'hésitent pas à jeter sur eux les grilles d'acier qu'ils trouvent au pied des arbres, ou encore des grilles d'aération. Le bilan de cette agression fut de huit morts, dont un manifestant de quinze ans. Au lendemain du drame, la presse, de façon unanime, stigmatise la responsabilité des forces de l'ordre. La population française est largement choquée par ce déchaînement de répression : entre 500 000 et un million de parisiens assistèrent aux funérailles.